

**Délibération n° 321 en date du 21 novembre 2013  
portant adoption du budget prévisionnel  
de l'Agence française de lutte contre le dopage pour l'année 2014**

Le Collège de l'Agence française de lutte contre le dopage,

Vu le code du sport, notamment ses articles L. 232-8 et R. 232-10,

Vu le plan comptable général,

Vu la délibération n° 40 du 22 mars 2007 portant règlement comptable et financier de l'Agence et la délibération n° 169 du 28 avril 2011 relative aux durées d'amortissement des biens immobilisés,

Vu le rapport de présentation budgétaire,

Vu le tableau prévisionnel des emplois pour l'année 2014,

Vu le programme d'investissement prévisionnel pour l'année 2014,

Décide :

**Article 1<sup>er</sup>** - Est adopté le budget prévisionnel 2014 comme suit :

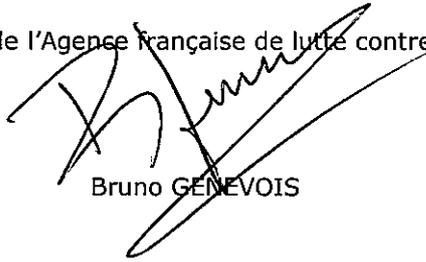
<b>Compte de résultat prévisionnel</b>			
Dépenses	9 065 560 €	Recettes	8 721 000 €
		Déficit avant prélèvement sur fonds de roulement	344 560 €
<b>Tableau de financement abrégé</b>			
Emplois (investissements)	1 239 560 €	Ressources autres que la subvention budgétaire	590 000 €
		Prélèvement sur le fonds de roulement	<b>649 560 €</b>

**Article 2** - La présente délibération et ses annexes seront transmises aux ministres chargés des sports et du budget, qui, en cas de d'observations, disposent d'un délai de quinze jours pour demander au Collège une nouvelle délibération.

**Article 3** - Lorsqu'elle sera devenue exécutoire, la présente délibération sera publiée sur le site internet de l'Agence.

La présente délibération a été adoptée par le Collège de l'Agence le 21 novembre 2013.

Le Président de l'Agence française de lutte contre le dopage

  
Bruno GENEVOIS

## **Budget prévisionnel 2014 – Rapport de présentation budgétaire**

Annexe n° 1 au projet de délibération n° 321 du Collège  
de l'Agence française de lutte contre le dopage

21 novembre 2013

Le budget prévisionnel de l'Agence constitue, après la décision modificative n°1 du budget 2013 proposée à l'adoption du Collège de l'Agence par la délibération n°320 présentée ce jour, la deuxième étape d'un retour progressif des finances de l'Agence vers un meilleur équilibre entre recettes et dépenses.

Il est précisé que ce budget est établi sur l'hypothèse d'un programme de contrôles équivalent en volume à celui envisagé dans le PAC 2013, même si les priorités en seront différentes en raison de la mise en œuvre du profil biologique.

Si le niveau des dépenses, à 9,066 millions d'euros, s'inscrit en légère hausse par rapport au budget modifié de 2013, il est en revanche en repli de près de 100 000 euros par rapport au budget prévisionnel de 2013. Compte tenu de la stabilité des recettes en l'état des informations dont dispose l'Agence – et notamment, à ce stade, de la reconduction de la subvention versée sur ressources du budget de l'État à son niveau des quatre budgets prévisionnels antérieurs soit 7,8 M €, le résultat prévisionnel s'en trouve amélioré puisque le déficit prévisionnel issu du présent budget prévisionnel pour 2014 s'établit à 344 560 euros (contre un déficit de 437 260 euros dans le budget prévisionnel pour 2013).

Seront successivement examinées les recettes, les dépenses prévisionnelles de fonctionnement et les dépenses prévisionnelles d'investissement pour l'année 2014.

### **Les recettes de fonctionnement de l'Agence pour 2014 sont évaluées à 8 721 000 € soit un niveau quasi-inchangé.**

Pour 2014, le niveau prévisionnel des recettes de l'Agence repose sur le maintien de la subvention d'exploitation à hauteur de 7 800 000 €, qui continue de couvrir 86 % des charges de fonctionnement.

Cette subvention, maintenue à ce niveau au stade actuel de l'examen du projet de loi de finances, ne constitue pas cependant une recette totalement stable comme en attestent les mesures de régulation intervenues durant l'exercice budgétaire 2013 à hauteur de 800 000 €. Or, ce maintien est la condition du triple objectif assigné au présent projet de budget : maintien du niveau d'activité de l'Agence, absorption de missions supplémentaires telle la mise en place du profil biologique du sportif (dont le coût est estimé à 351 500 € pour l'année 2014) et amélioration progressive des finances de l'Agence.

Les recettes issues des prestations de services sont estimées à un niveau comparable à celui des deux années précédentes soit 911 000 €. Grâce à la normalisation des relations entre l'Agence et l'Union Cycliste Internationale (UCI), la liste des manifestations

internationales pour lesquelles l'Agence est associée aux opérations de contrôle et/ou d'analyses est désormais stabilisée. En dépit des perspectives évoquées à l'occasion de la présentation du précédent budget prévisionnel, il n'y a pas eu de nouveaux partenariats conséquents. Il conviendra d'ailleurs, avant de s'engager dans une telle voie, de procéder à une analyse très fine de la rentabilité de telles opérations et, dans le cadre de la réforme de la tarification, de s'interroger sur les moyens de l'améliorer. Ce n'est qu'avec un éclairage suffisant sur leurs conséquences financières que des discussions pourront être engagées avec d'autres fédérations internationales dans la perspective de la conclusion d'accords permettant à l'Agence de contrôler un nombre croissant d'épreuves internationales se déroulant en France.

Par ailleurs, le niveau des recettes attendues ne permet pas à l'Agence de couvrir la totalité des dépenses de fonctionnement prévisionnelles inscrites au budget 2014, sans recours au fonds de roulement. Ce déséquilibre structurel pose une nouvelle fois la question d'une diversification des ressources.

**Le montant prévisionnel des charges de fonctionnement pour 2014** (hors personnel et hors dotation aux amortissements) **s'élève à 4 566 760 €**. Il est en baisse significative par rapport au montant des dépenses prévisionnelles pour l'année 2013 qui s'élevait à 4 707 760 €. Témoigne également de la maîtrise de ces dépenses leur baisse en euros courants par rapport aux dépenses inscrites dans le budget issu de la décision modificative examinée ce jour.

Ces dépenses prévisionnelles appellent les remarques suivantes :

- Les dépenses consacrées au fonctionnement informatique (chapitre 065) sont en augmentation (224 000 € contre 204 355,48 € en 2013). Cette hausse est due à la sécurisation de la maintenance du site Internet et à celle du logiciel SAMM, de gestion des contrôles, dont les fonctionnalités ne cessent de s'étendre.

- **Les dépenses liées aux achats et variations de stocks (chapitre 60) s'élevant à 1 260 360 € sont en très légère baisse par rapport** au budget prévisionnel 2013 et au budget issu de la décision modificative n°1.

Après un exercice 2013 marqué par une progression importante des achats de kits de prélèvements, l'année 2014 se traduira par de moindres dépenses à ce titre. Toutefois, à la différence de l'année 2012, elles resteront à un niveau élevé afin d'éviter un phénomène de déstockage massif qui se traduirait par un rebond des dépenses en 2015. L'objectif est désormais de rapprocher la dépense de la consommation réelle de kits. En outre, un marché public est en cours d'élaboration dans le double objectif de fiabiliser l'approvisionnement et d'obtenir une remise tarifaire en échange d'un volume d'achats garanti.

Les autres dépenses, en particulier celles relatives aux consommables, restent stables, dépendant directement du niveau de l'activité du département des analyses. Toutefois, l'année 2014 verra le marché public des consommables arriver à expiration et devrait être l'occasion d'une réflexion sur la politique d'achats en la matière et notamment sur la pertinence d'une structuration, du marché en un nombre élevé de lots.

- **Les dépenses prévisionnelles liées aux achats et sous-traitance et services extérieurs (chapitre 61) passent de 1 420 000 € à 1 399 000 €.** Elles sont cependant en légère augmentation par rapport aux dépenses réalisées sur l'exercice 2013.

Les comptes du chapitre se divisent en deux catégories.

La première comprend les comptes pour lesquels l'Agence ne dispose d'aucune marge de manœuvre, tels ceux afférents aux locations et aux charges locatives, ou d'une marge de manœuvre très réduite, tel le compte relatif aux contrats de maintenance du matériel du laboratoire ou celui afférent aux assurances. Ces postes semblent pouvoir être revus à la baisse au terme d'une meilleure évaluation des besoins et d'une mise en concurrence des fournisseurs éventuels.

La deuxième catégorie de dépenses revêt pour l'Agence un caractère stratégique (prévention et recherche) : la première voit ses crédits diminuer par rapport au budget prévisionnel 2013 de 15 000 à 10 000 euros, il ne s'agit toutefois que de tirer les conséquences de la sous-consommation des crédits prévus. La recherche voit sa dotation de 300 000 euros inscrite au budget prévisionnel pour 2013 réduite à 265 000 euros. La portée de cette baisse doit être nuancée compte tenu des nouvelles orientations budgétaires adoptées par le Collège le 4 avril 2013 dans le sens d'une réduction et du fait que la dotation pour 2014 sera abondée par un ordre de reversement d'une subvention correspondant à une étude abandonnée à hauteur de 17 000 euros. L'enjeu pour 2014 sera de parvenir à susciter suffisamment de projets présentant un intérêt pour l'Agence.

- **Les dépenses prévisionnelles pour 2014 relatives aux autres services extérieurs (chapitre 62) se montent à 1 092 400 €, sont en baisse** par rapport aux dépenses prévisionnelles de 2013 (-93 000 €) et, plus encore, par rapport au budget modifié 2013 (-157 000 €). Cette évolution du chapitre recouvre des évolutions très contrastées des différents comptes.

Plusieurs comptes, d'un montant modeste, évoluent à la hausse du fait de contraintes s'imposant à l'Agence (évolution tarifaire, augmentation de l'activité contentieuse, accroissement du nombre de marchés publics conclus par l'Agence). De même, le compte relatif aux frais de déplacement des personnels restera à un niveau élevé, le maintien d'une activité de contrôle soutenue entraînant mécaniquement des frais de déplacement des préleveurs.

En revanche, plusieurs comptes devraient connaître une baisse sensible de leurs dépenses. La plus significative concernera le compte « *Transports entre établissements ou services* » qui sert à financer le stockage externalisé des échantillons : la construction d'une chambre froide supplémentaire devrait permettre de ne plus recourir au stockage externalisé, facilitera la gestion des échantillons par le laboratoire et évitera des opérations complexes de traçabilité et de préservation de leur intégrité. De même, le maintien à un niveau réduit des contrôles animaux est susceptible de diminuer fortement les dépenses du compte « *Analyses extérieures* ». Enfin, la non reconduction des dépenses liées au dégât des eaux et au travail d'archivage qui s'en est suivi permettra une baisse des dépenses du compte « *Autres prestations extérieures diverses* ».

**Le montant prévisionnel des charges de personnel pour 2014 s’élève à 4 498 800 €<sup>1</sup>**, soit une hausse sensible par rapport au montant inscrit au budget prévisionnel pour 2013 (4 453 000 €) et par rapport à celui issu de la décision budgétaire modificative objet de la délibération n° 320 du Collège de l’Agence (4 264 100 €), motivée sur ce point par une exécution budgétaire particulièrement favorable en 2013. On relèvera cependant qu’elle ne procède pas d’économies durables mais de circonstances favorables de nature ponctuelle.

L’évolution des effectifs est contrastée même si elle se traduit globalement par leur maintien au même niveau. L’année 2013 aura vu pour le siège le départ du secrétaire général et du secrétaire général adjoint, remplacés, de la coordinatrice administrative du département des contrôles dont les missions ont été redistribuées au sein de l’équipe moyennant le recrutement d’une secrétaire supplémentaire, du chargé de mission communication non remplacé et d’un agent du département des contrôles remplacé. Les effectifs ont donc été réduits d’une personne. En 2014, est envisagé le recrutement d’un agent en charge des investigations au sein du département des contrôles. S’agissant du département des analyses, les effectifs sont demeurés stables en 2013, à l’exception du départ en toute fin d’année d’une secrétaire à temps partiel. L’année 2014 sera marquée par le départ en retraite de la directrice du département des analyses dont on rappellera qu’elle cumule ces fonctions avec celles de chef du secteur Biologie.

En dépit de cette stabilité des effectifs, l’évolution des charges de personnel est orientée à la hausse : la majeure partie de celle-ci pour 2014 résulte du recrutement de l’investigateur (93 000 euros, charges sociales incluses), de l’impact en année pleine du versement à l’Assemblée Nationale d’une contrepartie partielle de la mise à disposition du secrétaire général et de l’augmentation de la quotité de travail du conseiller scientifique, des revalorisations indiciaires résultant des conditions générales d’emploi, de l’augmentation des charges liées aux pensions civiles et enfin de la mise en place du régime d’astreintes au sein du département des contrôles.

La nécessité de maîtriser de manière durable les dépenses de personnel suppose, à l’instar des autres postes, la mise en œuvre de réformes structurelles. Parmi celles étudiées figurent la création au département des analyses d’un système d’astreintes en lieu et place du système actuel de permanences, une analyse rigoureuse des remplacements à l’occasion des départs et une réforme des conditions d’avancement.

**En mettant à part le montant de la dotation aux amortissements, le budget prévisionnel de fonctionnement en 2014 s’élève à 8 475 560 €.** Ce niveau présente une baisse de 75 200 € par rapport au budget prévisionnel 2013.

Le montant prévisionnel des dépenses s’élève à 9 065 560 €. Il est supérieur aux recettes prévisionnelles, ce qui nécessite de **faire appel au fonds de roulement de l’Agence à hauteur de 344 560 €.**

\* \*  
\*

---

<sup>1</sup> Cf. Tableau des emplois en annexe

**Le montant estimatif pour 2014 des dépenses d'investissement s'élève à la somme globale de 895 000 €** qui se répartit comme suit<sup>2</sup> :

- le montant des dépenses de matériel estimé pour le laboratoire de l'Agence s'élèvera à 410 000 € en 2014. Ces dépenses sont nécessaires pour assurer le respect du standard des laboratoires élaboré par l'AMA et sa compétitivité ; on relèvera l'achat d'un robot de mise en tube, première étape de l'évolution du laboratoire vers une préparation en ligne des échantillons et une automatisation plus poussée ;
- il est également indispensable de faire réaliser des travaux dans les locaux du laboratoire pour un montant estimé à 275 000 €, l'essentiel consiste dans le remplacement d'un groupe froid et dans l'exécution de travaux d'étanchéité et de confortement de structure préalables ; l'estimation faite de ceux-ci pourra être confirmée ou au contraire modifiée à l'issue de l'étude de structure du bâtiment en cours de réalisation par un bureau de contrôle mandaté par l'Agence ;
- enfin, l'Agence poursuivra l'adaptation du logiciel SAMM.

\* \*  
\*

Compte tenu des dépenses de fonctionnement de l'Agence et du plan d'investissement 2014, il est proposé d'effectuer un autre **prélèvement sur le fonds de roulement (305 000 €), soit un prélèvement total de 649 560 € en baisse par rapport au budget prévisionnel 2013 (705 260 €) et au budget 2013 modifié (897 560 €).**

---

<sup>2</sup> Cf. Programme d'investissement prévisionnel en annexe

N° des postes		Charges décaissables		Intitulé des postes de charges		Bp 2014		Budget 2013 + DM		Réalisation 2012		N° des postes		Produits encaissables		Intitulé des postes de produits		Bp 2014		Budget 2013 + DM		Réalisation 2012		
065					<b>INFORMATIQUE</b>		<b>224 000,00</b>		<b>189 500,00</b>		<b>204 355,48</b>	70					<b>VALEURS DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES</b>		<b>911 000,00</b>		<b>911 000,00</b>		<b>899 726,13</b>	
					Annex - Tableau de fin							7060					Prestations de services		900 000,00		900 000,00		889 658,73	
					065 6155		28 000,00		27 500,00		32 309,86	7061					Prestations de services (export)							
							196 000,00		162 000,00		172 045,62	7088					Autres produits d'activités annexes		11 000,00		11 000,00		10 067,40	
60					<b>ACHATS VARIATION DE STOCKS</b>		<b>1 260 360,00</b>		<b>1 280 360,00</b>		<b>1 179 405,17</b>													
60210					Matères consommables		500 000,00		500 000,00		467 305,54													
60220					Fournitures consommables		325 000,00		315 000,00		335 270,66													
6026					Emballages stockés		280 000,00		315 000,00		176 843,64													
6030					Variation des stocks		-		-		41 647,61													
60611					Electricité		115 000,00		109 500,00		107 882,27													
60612					Carburants et lubrifiants		860,00		860,00		748,43													
60617					Eau		6 500,00		6 500,00		7 531,71													
60631					Fournitures d'entretien		15 000,00		15 500,00		18 269,47													
60640					Fournitures administratives		18 000,00		18 000,00		23 805,84													
61					<b>ACHATS ET SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS</b>		<b>1 399 000,00</b>		<b>1 316 700,00</b>		<b>1 244 519,60</b>													
611					Sous-traitance générale																			
6122					Crédit-bail mobilier		12 000,00		12 000,00		10 290,30													
6135					Locations immobilières		300 000,00		300 000,00		278 883,76													
614					Charges locatives et de copropriété		75 000,00		75 000,00		64 418,91													
6152					Travaux d'entretien et réparation sur biens immobiliers		5 000,00		3 200,00		132,33													
6156					Maintenance générale et entretien du matériel		580 000,00		580 000,00		539 996,93													
6160					Assurances		145 000,00		150 000,00		139 815,26													
6170					Etudes et recherches		265 000,00		189 000,00		200 640,00													
6171					Actions de prévention		10 000,00		-		5 392,29													
6181					Documentation générale		7 000,00		7 500,00		4 949,82													
6185					Frais de colloques, séminaires et honoraires																			
62					<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>		<b>1 092 400,00</b>		<b>1 249 400,00</b>		<b>1 207 717,46</b>													
6220					Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		25 000,00		30 000,00		23 592,69													
6227					Frais actes et de contentieux				2 000,00		4 000,00													
6231					Annonces et insertions		8 000,00		4 000,00		3 534,80													
6236					Catalogues et imprimés																			
6241					Achat sur transport (Frais d'expédition)		350 000,00		380 000,00		339 762,51													
6243					Transports entre établissements ou services		45 000,00		125 000,00		135 358,80													
6251					Voyages et déplacements du personnel		210 000,00		225 000,00		198 196,57													
6257					Réceptions		12 000,00		15 000,00		14 898,58													
6261					Frais postaux		36 000,00		33 000,00		36 961,36													
6262					Télécommunications		30 000,00		32 000,00		34 510,32													
6278					Autres frais et commissions bancaires		400,00		400,00		280,51													
6281					Concours divers		12 000,00		11 000,00		8 125,36													
6283					Formation continue du personnel de l'établissement		28 000,00		22 000,00		24 067,39													
6285					Facturation des pales à façon effectuées par les services déconcentrés du Trésor		3 000,00		5 000,00		3 422,28													
6288					Autres prestations extérieures diverses		170 000,00		202 000,00		150 974,04													
6289					Analyses extérieures		163 000,00		163 000,00		230 032,25													
63					<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENT ASSIMILES</b>		<b>343 000,00</b>		<b>324 500,00</b>		<b>302 043,08</b>													
6311					Taxe sur les salaires		272 000,00		255 000,00		237 553,53													
6331					Versement de transport		56 000,00		53 000,00		53 386,90													
6332					Cotisation FNAL		14 000,00		15 500,00		10 371,37													
6338					Autres impôts																			

N° des postes	Charges décaissables	Intitulé des postes de charges	Bp 2014	Budget 2013 + DM 1	Réalisation 2012	N° des postes	Produits encaissables	Intitulé des postes de produits	Bp 2014	Budget 2013 + DM 1	Réalisation 2012
6378		Taxes diverses	1 000,00	1 000,00	731,28						
<b>64</b>		<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>4 156 800,00</b>	<b>3 940 600,00</b>	<b>3 890 018,16</b>	<b>74</b>		<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>7 800 000,00</b>	<b>7 000 000,00</b>	<b>7 811 154,64</b>
6410		Rémunérations du personnel	2 051 000,00	1 958 000,00	1 946 144,74	74111		Subvention pour le personnel			
6414		Primes et indemnités diverses	249 000,00	225 000,00	195 010,39	74113		Subvention pour le fonctionnement	7 800 000,00	7 000 000,00	7 800 000,00
641515		Prime de transport	16 000,00	16 000,00	13 793,81	74188		Autres			
64172		Allocations pour perte d'emploi	35 000,00	20 000,00	4 309,20	742		Subventions Diverses			
6450		Charges de Sécurité Sociale et prévoyance	490 000,00	460 000,00	448 304,41	744	0,04494382	Collectivités publiques et organismes internationaux			
64532		Pensions civiles	120 000,00	80 000,00	72 406,72	7482	0,04086954	Produits des ressources affectées			11 154,64
64534		JRCANTEC	98 000,00	88 000,00	79 536,90						
6458		Cotisations aux autres prestations familiales	120 000,00	120 000,00	107 911,60		92 179,78				
6460		Rémunérations diverses	865 000,00	880 000,00	934 835,27						
6471		Gévrures sociales (convention de restauration...)	22 000,00	20 000,00	20 765,75						
6478		Médecine du travail - Autres charges sociales diverses	44 000,00	38 000,00	41 424,76						
6480		Autres charges du personnel	40 000,00	30 000,00	20 824,45						
6481		Tickets restaurant	6 800,00	5 600,00	4 750,16						
<b>65</b>		<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>				<b>75</b>		<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>			
6520		Contrôle financier				7580		Produits de gestion exceptionnelle			
						7583		Remboursements tickets restaurant			
						<b>76</b>		<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
						764		Revenus des valeurs mobilières de placement		2 500,00	2 839,21
						<b>77</b>		<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>151 864,02</b>
671		Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			13 126,87	771		Produits exceptionnels sur opérations de gestion	10 000,00	10 000,00	82,00
672		Charges excercices antérieurs				775		Produits des cessions d'éléments d'actif			
678		Autres charges exceptionnelles				778		Autres produits exceptionnels			151 782,02
<b>68</b>		<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>590 000,00</b>	<b>550 000,00</b>	<b>524 653,06</b>	<b>78</b>		<b>REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>			
6811		Dotations aux amortissements sur immobilisations	590 000,00	550 000,00	497 408,12	781		Reprises sur amortissements des immobilisations			
6876		Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelle			27 244,94						
		Total des charges	<b>9 065 560,00</b>	<b>8 851 060,00</b>	<b>8 565 838,88</b>			Total des produits	<b>8 721 000,00</b>	<b>7 923 500,00</b>	<b>8 865 584,00</b>
		Excédent de l'exercice	-					Déficit de l'exercice	<b>344 560,00</b>	<b>927 560,00</b>	<b>299 745,12</b>
		Totaux égaux en recettes et en dépenses	<b>9 065 560,00</b>	<b>8 851 060,00</b>	<b>8 565 838,88</b>			Totaux égaux en recettes et dépenses	<b>9 065 560,00</b>	<b>8 851 060,00</b>	<b>8 565 838,88</b>
		<b>Total des charges "décaissables" (a)</b>						<b>Total des produits "encaissables" (b)</b>			
		<b>Capacité autofinancement "b)-(a)-(c775)*"</b>									

\* les produits encaissables et les produits de cessions d'actifs sont neutralisés dans le calcul de la CAF car ce sont des ressources issues du patrimoine, assimilées à des ressources stables et figurant à ce titre en ressources du tableau de financement.

Le chiffre apparaissant dans la case "déficit de l'exercice" correspond au besoin d'augmentation de la subvention. Il n'est pas repris dans les tableaux 1 et 2, mais intégré dans la subvention demandée

Récapitulation des crédits et des emplois par programme

Compte de résultat prévisionnel - Tableau de financement abrégé

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES	Exécution 2012	Budget 2013 + DM	Bp 2014	RECETTES	Exécution 2012	Budget 2013 + DM	Bp 2014
Personnel	4 191 329,96 €	4 264 100,00 €	4 498 800,00 €	Subventions d'exploitation	7 811 154,64 €	7 000 000,00 €	7 800 000,00 €
Fonctionnement autre que les charges de personnel	4 374 508,92 €	4 586 960,00 €	4 566 760,00 €	Autres ressources	1 054 429,36 €	923 500,00 €	921 000,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES (1)</b>	<b>8 565 838,88 €</b>	<b>8 851 060,00 €</b>	<b>9 065 560,00 €</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (2)</b>	<b>8 865 584,00 €</b>	<b>7 923 500,00 €</b>	<b>8 721 000,00 €</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)				Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	<b>-299 745,12 €</b>	<b>927 560,00 €</b>	<b>344 560,00 €</b>
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>8 565 838,88 €</b>	<b>8 851 060,00 €</b>	<b>9 065 560,00 €</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>8 565 838,88 €</b>	<b>8 851 060,00 €</b>	<b>9 065 560,00 €</b>

TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE

EMPLOIS	Exécution 2012	Budget 2013 + DM	Bp 2014	RESSOURCES	Exécution 2012	Budget 2013 + DM	Bp 2014
Insuffisance d'autofinancement	-299 745,12 €	927 560,00 €	344 560,00 €	Capacité d'autofinancement	524 653,06 €	550 000,00 €	590 000,00 €
Investissement	512 851,19 €	520 000,00 €	895 000,00 €	Subventions d'investissement			
				Autres ressources			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>213 106,07 €</b>	<b>1 447 560,00 €</b>	<b>1 239 560,00 €</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>524 653,06 €</b>	<b>550 000,00 €</b>	<b>590 000,00 €</b>
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	<b>-311 546,99 €</b>	<b>897 560,00 €</b>	<b>649 560,00 €</b>



**BUDGET D'INVESTISSEMENT 2014**

N° des postes	Intitulé des postes de charges	DEPENSES PREVISIONNELLES	
		LABORATOIRE	PARIS
0695-2 205	<b>Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques</b>		
	LIMS (remplacement Tracelab)	200 000,00	
	Evolution logiciel Samm		10 000,00
0695-2 2150	<b>Installations techniques, matériel et outillage</b>		
	1 GC-C-IRMS (remplacement)	300 000,00	
	1 robot de mise en tube / préparation solution de référence	50 000,00	
	Informatique analytique	30 000,00	
	Petits matériels divers (congélateur, pipettes....)	30 000,00	
	Chambre froide	50 000,00	
	Groupe Froid électrogène	90 000,00	
0695-2 2181	<b>Installations générales, agencements et aménagements</b>		
	Etanchéité du Laboratoire	100 000,00	
	Portes (endommagées et asservissement à l'alarme incendie)	35 000,00	
0695-2 2183	<b>Matériel de bureau et matériel informatique</b>		
0695-2 2184	<b>Mobilier</b>		
		<b>885 000,00</b>	<b>10 000,00</b>

895 000,00

### TABLEAU DES EMPLOIS

	Statut	2010	2011	2012	2013	Prév. 2014
<b>Total des emplois</b>		<b>64</b>	<b>65,2</b>	<b>64,2</b>	<b>65,2</b>	<b>63</b>
<b>Emplois rémunérés par l'AFLD</b>		<b>62</b>	<b>63,2</b>	<b>63,2</b>	<b>64,2</b>	<b>62</b>
<b>Emplois rémunérés par l'administration d'origine</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>SIEGE DE L'AGENCE</b>						
<b>Total siège</b>		<b>21,8</b>	<b>22,4</b>	<b>22,4</b>	<b>23,4</b>	<b>23,4</b>
<b>Total secrétariat général</b>		15	15,8	15,8	16,8	15,8
Secrétaire général	Fonctionnaire mis à disposition	1	1	1	1	1
Adjoint du SG chargé des affaires générales	Fonctionnaire mis à disposition	1	1	0	0	0
Adjoint du SG chargé de la direction adm.et fin.	Fonctionnaire en détachement	1	1	1	1	1
Gestionnaire ressources humaines	Fonctionnaire en détachement	1	1	1	1	1
Gestionnaire suivi budgétaire	Contractuel CDI	1	1	1	1	1
Secrétaires polyvalentes (y compris AUT et disciplinaire)	Contractuels CDI - 1 CDD	5	4,8	4,8	5,8	4,8
Agent comptable	Adjonction de service					
Adjointe de l'agent comptable	Contractuel CDI	1	1	1	1	1
Médecin	Contractuel CDI	1	1	1	1	1
Responsable juridique	Contractuel CDI	1	1	1	1	1
Assistants juridiques	Contractuels 1 CDI - 1 CDD	1	1	2	2	2
Chargé de la communication	Contractuel CDI	0	1	1	1	1
Chargé de mission recherche et prévention	Contractuel CDI	1	1	1	1	1
<b>Total département des contrôles</b>		<b>6,8</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>7,6</b>
Directeur	Fonctionnaire en détachement	1	1	1	1	1
Adjoint du directeur	Contractuel CDI	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Coordinatrice administrative	Fonctionnaire en détachement	1	1	1	1	0
Chargé d'investigations	Fonctionnaire en détachement ou contractuel CDD	0	0	0	0	1
Secrétaires	Contractuels CDI	4	3,8	3,8	3,8	3,8
Opérateur de saisie	Contractuel CDD	0	0	0	0	1
<b>Département des analyses</b>						
<b>Total département des analyses</b>		<b>40,2</b>	<b>40,8</b>	<b>40,8</b>	<b>40,8</b>	<b>39,6</b>
Directeur	Contractuel CDI	1	1	1	1	1
Chefs de section	Contractuels CDI	4	3	3	3	3
Cadres scientifiques	Contractuels CDI- 1 CDD	7,8	9	11	11	11
Techniciens (dont 1 fonction de correspondant informatique)	Contractuels CDI	22,4	22,8	20,8	20,8	20,8
Secrétaires directeur - Accueil	Contractuels CDI	2	2	2	2	1
Accueil - Gestion	Contractuel CDI	1	1	1	1	0,8
Envoi et réception des matériels	Contractuels CDI	2	2	2	2	2

Récapitulatif compte de ressources de 2006 à 2014

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
74113 Subvention de fonctionnement	2 435 713,16 €	7 230 000,00 €	7 438 124,00 €	7 279 500,00 €	7 850 000,00 €	7 800 000,00 €	7 800 000,00 €	7 000 000,00 €	7 800 000,00 €
7482 Produits sur ressources affectées		234 181,20 €	38 267,91 €	7 671,88 €	59 215,89 €	71 253,46 €	11 154,64 €		
70 Prestations de services et autres produits	136 668,00 €	702 695,96 €	913 585,60 €	1 089 663,80 €	500 486,21 €	896 215,98 €	899 726,13 €	911 000,00 €	911 000,00 €
76 Revenus sur valeurs mobilières		144 926,31 €	234 397,98 €	27 658,62 €	6 975,94 €	28 263,24 €	2 839,21 €	2 500,00 €	
77 Produits exceptionnels	92,13 €	40 211,91 €	17 398,53 €	50 891,34 €	83 233,16 €	61 557,59 €	151 864,02 €	10 000,00 €	10 000,00 €
<b>Total par exercice</b>	<b>2 572 473,29 €</b>	<b>8 352 015,38 €</b>	<b>8 641 774,02 €</b>	<b>8 455 385,64 €</b>	<b>8 499 911,20 €</b>	<b>8 857 290,25 €</b>	<b>8 865 584,00 €</b>	<b>7 923 500,00 €</b>	<b>8 721 000,00 €</b>

## Récapitulatif Compte financier

Comptes de charges  
de 2006 à 2014

	Du 01/10 au 31/12 2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Chapitre 63 - Impôts - Taxe ou versements assimilés (rémunérations)	46 948,56 €	241 442,63 €	270 839,27 €	293 466,31 €	290 624,94 €	304 772,04 €	302 043,08 €	324 500,00 €	343 000,00 €
Chapitre 64 - Charges de personnel	667 330,57 €	3 097 485,05 €	3 380 613,47 €	3 642 606,70 €	3 730 276,85 €	3 803 146,52 €	3 890 018,16 €	3 940 600,00 €	4 156 800,00 €
Chapitre 60 - Achats et variation de stocks	231 572,52 €	966 786,42 €	1 091 692,28 €	1 215 052,62 €	1 171 417,32 €	1 276 169,44 €	1 179 405,17 €	1 280 360,00 €	1 260 360,00 €
Chapitre 61 - Achat de sous-traitance et services extérieurs	434 033,04 €	1 335 059,55 €	1 329 062,53 €	1 144 488,64 €	1 461 086,38 €	1 418 683,64 €	1 244 519,60 €	1 316 700,00 €	1 399 000,00 €
Chapitre 62 - Autres services extérieurs	114 288,41 €	772 188,73 €	1 135 668,30 €	1 117 305,62 €	1 091 282,59 €	1 288 553,82 €	1 207 717,46 €	1 249 400,00 €	1 092 400,00 €
Chapitre 065 dépenses informatiques	40 007,26 €	132 243,61 €	124 997,54 €	109 594,19 €	171 214,39 €	162 470,87 €	204 355,48 €	189 500,00 €	224 000,00 €
Chapitre 67 - Dépenses exceptionnelles		45 010,50 €	8 843,00 €		4 389,37 €		13 126,87 €		
Chapitre 68 - Dotations aux amortissements	171 265,57 €	687 178,94 €	764 527,63 €	753 130,36 €	709 200,24 €	574 441,57 €	524 653,06 €	550 000,00 €	590 000,00 €
<b>Total par exercice</b>	<b>1 705 445,83 €</b>	<b>7 277 395,43 €</b>	<b>8 106 244,02 €</b>	<b>8 275 624,44 €</b>	<b>8 629 492,08 €</b>	<b>8 628 237,90 €</b>	<b>8 565 838,88 €</b>	<b>8 851 060,00 €</b>	<b>9 065 560,00 €</b>
Chapitre 2 - Investissements	89 733,31 €	800 905,37 €	675 270,77 €	727 356,55 €	504 487,62 €	1 013 627,28 €	512 851,19 €	520 000,00 €	895 000,00 €

Apport ou prélèvement au fonds de roulement

FONDS DE ROULEMENT

2 120 517,07 € 3 081 410,59 € 3 706 197,45 € 3 911 732,46 € 3 986 864,20 € 3 576 730,74 € 3 888 277,73 € 2 990 717,73 € 2 341 157,73 €